

Libéralisation et développement économiques en Afrique



Libéralisation et développement économiques en Afrique

Jomo Kwame Sundaram

Conférence Cheikh Anta Diop

(Assemblée Générale du CODESRIA tenue à Maputo, décembre 2005)

Série de monographies

La publication de la **Série de monographies du CODESRIA** a pour objet de stimuler la réflexion, les observations et encourager une étude plus approfondie des thèmes couverts. Paraîtront dans cette série, les travaux s'appuyant sur les revues universitaires mais trop peu volumineux pour paraître sous forme de livres. Par ailleurs, ce seront des travaux méritant d'être mis à la disposition de la communauté de recherche africaine ou d'ailleurs. Les études de cas et/ou les réflexions théoriques peuvent entrer dans cette catégorie. Cependant, elles doivent contenir des résultats et des analyses importants ainsi que des évaluations critiques des écrits actuels sur les sujets en question.

©Conseil pour le développement de la recherche
en sciences sociales en Afrique, 2008
Avenue Cheikh Anta Diop Angle Canal IV, BP 3304, Dakar, 18524 Sénégal.
Site web: www.codesria.org

Couverture: Ibrahima Fofana
Composition: Daouda Thiam
Impression: Imprimerie Saint-Paul, Dakar, Sénégal

Série des monographies
ISBN: 978-2-86978-236-5

Le Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique (CODESRIA) est une organisation indépendante dont le principal objectif est de faciliter la recherche, de promouvoir une forme de publication basée sur la recherche, et de créer des forums permettant aux chercheurs africains d'échanger des opinions et des informations. Le Conseil cherche à lutter contre la fragmentation de la recherche à travers la mise en place de réseaux de recherche thématiques qui transcendent les barrières linguistiques et régionales.

Le CODESRIA publie une revue trimestrielle, intitulée *Afrique et Développement*, qui est la plus ancienne revue de sciences sociales basée sur l'Afrique. Le Conseil publie également *Afrika Zamani*, qui est une revue d'histoire, de même que la *Revue Africaine de Sociologie*; la *Revue Africaine des Relations Internationales (AJIA)*, et la *Revue de l'Enseignement Supérieur en Afrique*. Le CODESRIA co-publie également la revue *Identité, Culture et Politique : un Dialogue Afro-Asiatique*, ainsi que la *Revue Africaine des Médias*. Les résultats de recherche, ainsi que les autres activités de l'institution sont diffusés par l'intermédiaire des « Documents de travail », la « Série de Monographies », la « Série de Livres du CODESRIA », et le *Bulletin du CODESRIA*.

Le CODESRIA exprime sa profonde gratitude à la Swedish International Development Corporation Agency (SIDA/SAREC), au Centre de Recherche pour le Développement International (CRDI), à la Ford Foundation, à la Fondation MacArthur, à la Carnegie Corporation, au NORAD, à l'Agence Danoise pour le Développement International (DANIDA), au Ministère Français de la Coopération, au Programme des Nations-Unies pour le Développement (PNUD), au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas, à la Fondation Rockefeller, à FINIDA, CIDA, IIEP/ADEA, à l'OCDE, à Oxfam America, à l'UNICEF, ainsi qu'au Gouvernement du Sénégal pour le soutien apporté aux programmes de recherche, de formation et de publication du Conseil.

Remerciements

Je tiens à remercier Eloho Otopo d'avoir corrigé les épreuves et de m'avoir aidé à améliorer cette étude, de même que Noelle Rodriguez, Suzette Limchoc et Carl Gray pour leurs suggestions.



Sommaire

| | |
|---|----|
| Remerciements | v |
| Les réformes économiques ont-elles aidé la croissance en Afrique ?..3 | |
| Libéralisation des échanges | 12 |
| Acquis de la libéralisation du commerce Agricole ? | 15 |
| Fatalité tropicale ? | 18 |
| La malédiction des ressources ? | 19 |
| Compétitivité salariale ? | 20 |
| Nouveau rôle de l'État | 21 |
| Inégalités, pauvreté, violence et conflits | 22 |
| Nouveaux défis | 23 |
| Perspectives | 25 |
| Notes | 27 |
| Références | 27 |



Au cours de ces trois dernières décennies, la croissance des revenus en Afrique subsaharienne n'a guère suivi le rythme de la croissance démographique. Après avoir enregistré une faible augmentation du revenu par habitant au cours des années 1970, la croissance moyenne de l'Afrique subsaharienne était de 2,1% par an dans les années 1980 et 2,4% dans les années 1990, c'est-à-dire en dessous du taux de croissance démographique. Malgré une modeste remontée au lendemain de la moitié des années 1990, les revenus par habitant en Afrique subsaharienne, au début du siècle, étaient dix pour cent inférieurs au niveau des deux précédentes décennies. La croissance lente et discontinuée s'est accompagnée de tendances régressives dans la répartition des revenus (Geda 2005). La chute de la moyenne des revenus par tête des 20 pour cent plus pauvres habitants de l'Afrique subsaharienne était le double de celle de toute la population africaine entre 1980 et 1995 (CNUCED 2001 :53).

Pour l'Afrique subsaharienne, les politiques de nouvelle génération prônées par le « Consensus de Washington » - notamment en matière de fixation de prix justes, de bonnes institutions et de bonne gouvernance - continuent à être encore recommandées, sinon imposées comme conditionnalités. Dans la plupart des pays d'Afrique subsaharienne, les niveaux de revenus sont trop bas pour générer les ressources internes requises pour une croissance rapide. En attendant, dans le cadre de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE), seule une partie de la dette totale est admissible au processus d'allègement, et même dans ce cas, cette mesure ne vise qu'un petit nombre de pays endettés. En outre, malgré une accélération limitée de la mise en œuvre de cette Initiative, les progrès restent lents. En juin 2006, soit dix ans après le lancement de l'Initiative PPTE, seulement 15 pays africains sur 32 figurant sur la liste des 38 pays visés par l'Initiative PPTE ont atteint le point d'achèvement.¹

Selon la Banque mondiale, en 1998, un quart de la population des pays en développement ; soit 1,2 milliards d'êtres humains, vivaient en dessous du seuil de la pauvreté de 1 Dollars US par jour, selon les termes paritaires du pouvoir d'achat de 1993. A l'exclusion de la Chine, où la rapide croissance économique a réduit le nombre des pauvres, le nombre de pauvres a augmenté passant de 880 millions en 1987 à 986 millions en 1998. En Afrique subsaharienne, le nombre de pauvres a augmenté passant de 217 millions en 1987 à 291 millions en 1998, atteignant une moyenne d'environ 46 pour cent de la population de l'Afrique subsaharienne pendant cette période (Banque mondiale, 2001b :17,23). Le

pourcentage de population vivant avec moins de 1 Dollar US par jour dans les pays africains les moins développés a augmenté depuis la fin des années soixante, s'élevant d'une moyenne de 55,8 pour cent en 1965-69 à 64,9 pour cent en 1995-99 (CNUCED 2002 :Tableaux 19&20).

Tableau 1 : Tendances économiques en Afrique subsaharienne

| | 1960 | 1965 | 1970 | 1975 | 1980 | 1985 | 1990 | 1995 | 2000 |
|---|------|------|-------|-------|-------|-------|--------|--------|-------|
| | -65 | -70 | -75 | -80 | -85 | -90 | -95 | -2000 | <-0 |
| OPIB par habitant (const.1995 \$US) | 2,76 | 2,37 | 1,79 | -0,32 | -1,9 | -0,4 | -1,43 | 0,68 | 0,75 |
| Moy T. Cr. An. | | | | | | | | | |
| Xs biens& services (const.1995US\$) | 6,91 | 4,25 | 0,81 | 4,46 | 0,18 | 2,86 | 3,28 | 4,73 | 1,79 |
| Moy. T. Cr. | | | | | | | | | |
| AN. | | | | | | | | | |
| Xs Produits Manufacturés (m\$US) Moy.T. Cr. | | | | | | | | 5,47 | |
| An. | | | | | | | | | |
| Valeur Prix Unitaire X X Indices* (\$US) | | | | | | | | | |
| Moy.T. Cr. An. | 1,4 | 0,27 | 21,12 | 22,45 | -4,45 | -2,22 | 1,86 | -4,17 | -1,78 |
| | 1960 | 1965 | 1970 | 1975 | 1980 | 1985 | 1990 | 1995 | 2000 |
| Xs Produits Manufacturés(m\$US) | | | | | 4,683 | | 29,699 | 38,757 | |

Moy. T.Cr.An. (Moyenne du Taux de Croissance Annuelle)

^{Ab} (const. 1995\$US) ; Ces données concernent toute l'Afrique.

Au cours des vingt dernières années, les salaires réels ont chuté et l'inégalité des revenus s'est accentuée au fur et à mesure que les politiques d'ajustement en vigueur en Afrique subsaharienne ont étioilé les classes moyennes naissantes. Il est très difficile d'alléger la pauvreté par le biais de la redistribution lorsque les niveaux de la moyenne des salaires sont bas comme en Afrique subsaharienne.

Tableau 2 : Nombre de pauvres en Afrique

| | % vivant avec <2\$/jour 2001 | Changements en proportion et en nombre de pauvres (<1\$/jour), 1981-2001 | |
|----------------------------------|------------------------------------|--|----------|
| | | % | millions |
| Monde | 53 | -8 | 81 |
| Europe de l'Est et Asie Centrale | 20 | 15 | 70 |
| Proche Orient et Afrique du Nord | 23 | 2 | 19 |
| Amérique Latine et Caraïbes | 25 | -3 | 3 |
| Asie de l'Est et Pacifique | 47 | -23 | -252 |
| Afrique subsaharienne | 77 | 2 | 134 |
| Asie du Sud | 77 | -9 | 106 |

Source : UN/DESA, 2005.

Par conséquent, une réduction soutenue de la pauvreté ne peut se poursuivre que sur la base d'une croissance rapide et soutenue et de la création d'emplois. Toutefois, la corrélation entre l'ajustement structurel que recommandent les institutions de Bretton Woods (IBW) et la croissance économique est généralement mince, même quand elle est positive : sur les 15 pays définis en 1993 par la Banque mondiale comme principaux pays ayant réussi leur ajustement structurel, seuls trois d'entre eux ont été par la suite classés par le FMI comme pays de fortes performances économiques. Et les cas exceptionnels de croissance rapide parmi ces pays présentant de fortes performances économiques peuvent être expliqués par des circonstances spéciales n'ayant aucun lien avec les politiques d'ajustement structurel.

Les réformes économiques ont-elles aidé la croissance en Afrique ?

Il est bien établi que le paysage des politiques de développement en Afrique a radicalement changé au cours de ces trente dernières années. Libéralisation et privatisation ont remplacé les contrôles étatiques et les entreprises publiques associés à la substitution des importations. Ces échecs peuvent être attribués au remplacement de la réflexion sur les stratégies de développement par des politiques de libéralisation économiques. Ironiquement, alors que l'analyse économique de l'époque du développement pré-libéralisé jugeait sérieusement l'impact des facteurs externes sur la croissance économique, l'époque suivante, associée à la mondialisation, avait tendance à se concentrer sur les déterminants 'inter-

nes' de la performance économique. (Plus récemment, cette focalisation a dépassé les politiques internes pour inclure les institutions, la gouvernance, la maximisation de la rente, la diversité ethnique, la géographie, etc.).

En 1981, la Banque Mondiale a publié un rapport intitulé *Développement Accéléré en Afrique subsaharienne : Programme d'Action*, souvent appelé Rapport Berg, du nom de son principal auteur, Elliot Berg, du Département des Sciences Economiques de l'Université du Michigan. Ce document est considéré comme étant à l'origine de la mise en place du cadre de la réforme économique consécutive conduite par les deux institutions de Bretton Woods (IBW) au cours de ces vingt dernières années en Afrique subsaharienne. Les crises internationales de la dette des états à partir du début des années 1980 ont permis à ces institutions d'imposer leur programme de réforme comme condition d'obtention des prêts dont ces états avaient désespérément besoin en raison de la récession mondiale induite par Volcker, en conséquence de l'impact causé par des politiques d'austérité mises en place à la suite du relèvement des taux d'intérêt américains du début des années 1980.

Alors que les programmes de stabilisation à court terme étaient habituellement dictés par le Fonds monétaire international (FMI), la Banque mondiale avait en général pour tâche la gestion des programmes d'ajustement structurel (PAS) à moyen terme. Ces programmes, par la suite dénommés éléments du Consensus de Washington, reflétaient les préférences des dirigeants Américains en matière de politique économique, surtout celles du Département du Trésor. Le Consensus de Washington, généralement associé à la tendance mondiale vers une plus grande libéralisation économique à partir des années 1980, a été modifié au fil du temps, essentiellement en raison des performances économiques les plus mauvaises constatées partout dans le monde, notamment celles des pays en développement au cours des vingt-cinq dernières années. En dépit du fait que Joseph Stiglitz, lauréat du Prix Nobel, ait reconnu l'échec du Consensus de Washington et la nécessité de le remplacer par un Post-Consensus de Washington de relance et de développement, il ne semble guère qu'il y ait un clair changement de politique fondamental malgré le nombre croissant d'avis divergents sur ces politiques.

Cela se manifeste clairement dans les commentaires faits par les Institutions de Bretton Woods (IBW) (lire par exemple *Finance & Development, September 2002*) chaque fois qu'il pointe un indice de réussite économique apparente. Les IBW et leurs partisans ont continué à nier le fait que les plus mauvaises performances économiques de la région Afrique et du reste du monde, pendant ces dernières décennies, peuvent être directement imputées à la mise en œuvre de politiques

recommandées ou imposées au cours de ces vingt-cinq dernières années. Comme l'a indiqué le FMI, « la mondialisation progresse rapidement et l'Afrique subsaharienne doit décider soit de s'ouvrir et de compétir, soit de rester à la traîne » (Fischer et al. 1998:5). Ou, comme l'a avancé un économiste de la Banque mondiale: « Si l'Afrique doit inverser les tendances défavorables de ses exportations, elle doit rapidement adopter des politiques commerciales et d'ajustement structurel qui renforcent sa compétitivité internationale et permettent aux exportateurs africains de capitaliser sur les débouchés existant sur les marchés étrangers » (Yeats 1997 : 24). Le message-clé des IBW visant à 'fixer des prix justes' par le biais de la libéralisation économique, est présenté par les papes de la presse comme un message de sagesse classique. Commentant sur la stagnation persistante des revenus par habitant en Afrique, *The Economist* (2001 :12) arguait en ces termes : « Il serait anormal de reprocher à la mondialisation le retard de l'Afrique. L'Afrique a été écartée de l'économie mondiale en partie parce que ses gouvernements avaient tendance à préférer qu'il en soit ainsi ».

La plupart des gouvernements africains ont accepté les politiques des IBW parce qu'ils en attendaient « l'effet catalyseur promis » sur les entrées de capitaux étrangers. La réaction réelle du capital privé a été, selon les termes de la Banque Mondiale, décevante ' (cité par Mkandawire 2005), bien que les taux de rentabilité des investissements directs étrangers (IDE) aient été beaucoup plus élevés en Afrique que dans n'importe quelle autre région du monde (Bhattacharya, et al. 1997 ; CNUCED 1995, 2005). Toutefois, cela n'a pas rendu l'Afrique plus intéressante pour les investisseurs étrangers, en raison de facteurs de risques insuffisamment précisés et immatériels. Les indicateurs économiques classent systématiquement l'Afrique plutôt comme continent à risques qu'offrant des garanties. L'accroissement des investissements étrangers en Afrique n'a pas accru sa part des flux mondiaux d'IDE. Bien que la moyenne des entrées annuelles de capitaux ait quintuplé en 1998, la part des IDE transférés en Afrique subsaharienne (1,2 pour cent en 1999) était inférieure à la moitié de sa part au milieu des années 1980 (CNUCED 2000).

Toutefois, à partir du milieu des années 1990, les IBW commencèrent à déclarer la réussite de leurs programmes de libéralisation et d'ajustement économiques. Des hauts fonctionnaires du FMI ont évoqué un 'tournant' (Fischer et al. 1998), prétendant que les taux positifs de croissance par habitant de 1995-97 (d'une moyenne de 4,1 pour cent) 'étaient le reflet de meilleures politiques dans de nombreux pays africains plutôt que d'événements exogènes favorables' (Hernández-Catá 2000, cité par Mkandawire 2005). Michel Camdessus, qui était à l'époque le Directeur général du FMI, déclarait en ces termes, lors des réunions

annuelles de la Banque mondiale et du Fonds monétaire : « L'Afrique, pour laquelle d'aucuns semblent avoir perdu tout espoir, paraît s'être ébranlée et mise en marche.' Le Président de la Banque Mondiale indiquait dans son rapport au Conseil des Gouverneurs que des progrès avaient été accomplis en Afrique subsaharienne « sous la houlette de nouveaux dirigeants et grâce à de meilleures politiques » (Wolfensohn 1997). Un haut fonctionnaire du Fonds monétaire, Alassane Ouattara (1997), affirmait en ces termes : « Une des principales contributions vient fondamentalement des progrès accomplis dans la stabilisation macroéconomique et l'introduction de vastes réformes structurelles », tandis qu'un important rapport de la Banque mondiale (2000 :21) sur l'Afrique soutenait qu'il y avait eu un changement de tactique en raison « d'ajustements structurels en cours dans toute cette région du monde qui ont ouvert des marchés et ont eu un impact considérable sur la productivité, les exportations et les investissements'.

L'augmentation des IDE à la fin des années 1990 a été citée comme preuve du changement de cap (Pigato 2000)² bien qu'il y ait peu de raisons de croire que les tendances qui se dégagent en matière d'IDE débouchent sur une vaste croissance économique et sur la création d'emplois dont a grand besoin l'Afrique (CNUCED 2005). Toutefois, la plupart des investissements faits en Afrique subsaharienne sont allés en Afrique du Sud et à l'exploitation minière, où les questions de politiques macroéconomiques sont à peine prises en compte. Quelques nouveaux investissements ont été faits afin de développer ou d'améliorer les capacités existantes, notamment au sein des monopoles naturels (notamment dans le domaine des boissons, du ciment et des hydrocarbures, du gaz et des raffineries de pétrole). Une telle expansion pourrait avoir été stimulée par la reprise éphémère de la croissance qui avait suscité une grande euphorie, puis avait peu à peu disparue. Les IDE ont aussi été attirés par des opportunités uniques associées à la privatisation. Ainsi, les IDE au Ghana, jadis vanté par les IBW comme 'cas de réussite', ont atteint leur apogée avec la privatisation et les flux négatifs qui s'ensuivirent. Avec l'abaissement des barrières protectionnistes, les activités de substitution des importations ont été confrontées à la désindustrialisation au cours de ces dernières décennies. La fin de l'Accord multi-fibre (AMF) en 1995 et de son successeur, l'Accord sur les textiles et les vêtements (ATV) en 2005, a mis fin aux nouveaux investissements dans ce secteur, du fait que beaucoup d'industries associées ne survivent que grâce aux préférences commerciales manifestées sur les marchés américains et européens, et qu'elles sont menacées par une plus grande libéralisation des échanges.

En outre, l'investissement de portefeuille fortement spéculatif a été capté par des 'facteurs d'attraction' tels que l'application de taux d'intérêt intérieurs éle-

vés sur des Bons du Trésor dans le but de financer les déficits budgétaires de même que les envolées temporaires des prix à l'exportation qui ont attiré d'importants prêts de préfinancement des exportations (Kasende et al. 1997). Mkandawire (2005) s'inquiète de la prédominance des portefeuilles par rapport aux investissements directs, ainsi que des acquisitions par rapport aux IDE non traditionnels, du fait de l'éventualité de conséquences inévitables imputées aux politiques adoptées en matière d'IDE. Les IDE les plus récents ont porté sur des acquisitions encouragées par la privatisation, et souvent dans des conditions de braderie. De tels investissements, en diminution depuis la fin des années 1990, représentaient environ 14 pour cent des flux d'IDE en Afrique³. Pendant ce temps, il y a eu relativement peu de conditions favorables aux investissements non traditionnels créant réellement d'autres nouvelles capacités économiques.

Singulièrement, malgré la pauvreté croissante, l'Afrique a été un exportateur net de capitaux. En 1990, 40 pour cent des richesses privées étaient investies hors du continent africain (Collier & Gunning 1997 ; Collier & al. 1999 ; cité par Mkandawire 2005). Pendant la période 1970-96, la fuite des capitaux des pays d'Afrique subsaharienne s'élevait à 193 milliards\$ US, auxquels s'ajoute l'intérêt imputé, ce qui donne un total de 285 milliards\$ US (Boyce & Ndikumana, 2000), en comparaison avec sa dette commune de 178 milliards\$ US en 1996 (Mkandawire 2005). Selon Ndikumana & Boyce (2002), la fuite des capitaux des pays africains a été largement alimentée par la dette, bien que Collier & al. (2004) affirment que la crise causée par la fuite des capitaux des pays africains ait commencé à s'atténuer.

Même les économistes de la Banque mondiale reconnaissent que l'impact de la libéralisation financière a été de 'peu de poids' (Devajaran, Easterly & Pack 1999). Curieusement, ils affirment que la fuite des capitaux pourrait avoir été une bonne chose pour l'Afrique : « Il se pourrait que la fuite tant décriée des capitaux africains soit une réaction rationnelle aux faibles rendements internes... En fait, les Africains s'en sortent probablement beaucoup mieux en faisant des investissements à l'extérieur que s'ils l'avaient fait uniquement chez eux ! » (Devajaran, Easterly & Pack, 1999 :15-16) et ils en concluent qu'il y a un 'surinvestissement en Afrique ». Selon Devajaran, Easterly & Pack (1999 :23) :

« Nous devrions être plus circonspects lorsque nous préconisons un boom des investissements pour relancer la croissance en Afrique... (et) concernant le taux de l'épargne qui est faible... (peut-être) en raison du fait que les rendements des investissements sont si bas. En outre, il se pourrait que les niveaux relativement élevés de la fuite des capitaux africains soient une réponse rationnelle au manque de possibilités d'investissements sur le plan national ».

Tableau 3 : Entrées de capitaux en Afrique subsaharienne par type de flux et nouveaux transferts, 1975-1998 (% du PNB)

| Type de flux 1990-98 | Y compris le Nigeria | | | A l'exclusion du Nigeria | | |
|--------------------------------|----------------------|---------|---------|--------------------------|---------|---------|
| | 1975-82 | 1983-89 | 1990-98 | 1975-82 | 1983-89 | 1990-98 |
| Total net des entrées | 8,6 | 9,9 | 9,3 | 11,5 | 10 | 10,6 |
| Entrées de capitaux publics | 4,7 | 6,8 | 7,5 | 7,2 | 8 | 9,1 |
| Subventions APD ^a | 1,7 | 3,3 | 5,4 | 2,6 | 4 | 6,4 |
| Crédits publics | 3,0 | 3,5 | 2,1 | 4,6 | 4,0 | 2,7 |
| Flux bilatéraux | 1,6 | 1,8 | 0,4 | 2,5 | 2,1 | 0,6 |
| Flux multilatéraux | 1,4 | 1,7 | 1,7 | 2,1 | 1,9 | 2,1 |
| Entrées de capitaux privés | 3,9 | 3,1 | 1,8 | 4,3 | 2 | 1,5 |
| Paiements d'intérêts | 1,5 | 3,2 | 2,7 | 1,8 | 2,7 | 2,3 |
| Rapatriement des bénéfices | 1,4 | 1,1 | 1,1 | 1,1 | 1 | 1,2 |
| Transferts nets | 5,7 | 5,6 | 5,5 | 8,6 | 6,3 | 7,1 |

Source : Calculs du secrétariat de la CNUCED, à partir du rapport de la Banque Mondiale intitulé *Global Development Finance 2000* (CD-ROM). (a) Ce poste correspond à >Subventions=définition de la Banque Mondiale dans la source et exclue les fonds alloués par le truchement de la coopération technique.

Mkandawire (2005) fait remarquer que cette conclusion ignore le fait que les avantages sociaux des citoyens qui investissent dans leur pays pourraient dépasser les bénéfices privés revenant à des particuliers. Ces conclusions peuvent aussi être contestées tant sur le plan méthodologique que sur le plan économétrique. Tout d'abord, dans l'approche standard convenue en matière d'empirisme de la croissance, les investissements doivent être mesurés en prix internationaux. Toutefois, l'étude a utilisé des prix nationaux qui, de façon générale, surestiment les taux d'investissements en raison du coût élevé des transactions en Afrique. Deuxièmement, l'étude utilise des régressions transversales qui ne tiennent pas compte de l'impact spécifique sur chaque pays. Une telle omission peut déboucher sur des estimations incohérentes.⁴

Le petit nombre d'IDE attirés en Afrique s'est largement concentré sur les secteurs des ressources naturelles. Ces IDE tirent des bénéfices limités sur le plan économique et en matière de développement parce que de manière générale :

- ils ne stimulent pas un développement général, sur une base élargie ;
- ils n'augmentent pas suffisamment les perspectives d'emploi ;
- ils ne diversifient pas les exportations en dehors des produits primaires ;
- ils ne facilitent pas le transfert significatif de technologie en direction des pays bénéficiaires sauf à des fins plus lucratives d'extraction de ressources naturelles.

Le débitage du bois de construction de même que l'expansion des activités agricoles, ont été particulièrement encouragés ces dernières années, du fait que le Consensus de Washington décourage effectivement (substitution des importations) l'industrialisation pour l'Afrique. Tout en créant, sur place, des emplois temporaires et dangereux (en raison du nombre élevé d'accidents survenus lors du débitage du bois de construction), cette déforestation a aussi exacerbé les problèmes d'approvisionnement en eau, de sécheresse et de désertification. Plus généralement, en Afrique, la corruption et les conflits liés aux ressources ont été alimentés par les intérêts étrangers pour les ressources naturelles du continent.

Les pays africains ont été l'objet de beaucoup de programmes d'ajustement à la fin des années 1990, assortis de profonds changements intervenus dans leurs politiques et institutions économiques. L'Afrique a été 'libéralisée' et ouverte à la 'mondialisation'. La plupart des pays africains ont connu des dévaluations monétaires, la libéralisation de leurs échanges ; la privatisation de même que diverses politiques favorables au marché et aux investisseurs. Cependant, les améliorations portées aux termes de l'échange et des conditions climatiques favorables expliquent beaucoup mieux l'amélioration des performances économiques que les politiques des IBW, soulignant la vulnérabilité persistante des économies africaines aux facteurs extérieurs et fluctuants.

La préférence des politiques macroéconomiques pour les restrictions prônée par le Consensus de Washington a placé les économies africaines dans un cercle vicieux de faible croissance. Selon les keynésiens la chaîne causale passe de la croissance à l'investissement puis à l'épargne, et non le contraire. El Bedawi & Mwegu (2000) et Mlambo & Oshikoya (2001) ont constaté qu'en Afrique, le rapport de causalité part aussi bien de la croissance à l'investissement. Les

besoins en capitaux sont essentiellement déterminés par la production escomptée, à savoir que la demande d'investissements est induite par la croissance escomptée. En attendant, les 'théories de croissance endogène' suggèrent que certains 'déterminants de la croissance' pourraient eux-mêmes dépendre de la croissance.

Selon Mkandawire (2002), les ajustements réussis en Afrique ont placé le continent sur une 'voie de croissance faible'. Il fait remarquer que les 'déterminants' de croissance si souvent invoqués (par exemple, la croissance des revenus) sont eux-mêmes déterminés par la croissance (Macpherson et Goldsmith 2001) ; y compris le ralentissement au niveau mondial de la croissance au cours de ces vingt dernières années (Easterly 2000). Il semble bien établi que dans la plupart des pays en développement, notamment en Afrique subsaharienne, la croissance se soit ralentie depuis les années 1980 avec l'avènement de la libéralisation et de la mondialisation, par rapport aux vingt-cinq années précédentes (Weisbrot, Baker, Naiman et Neta 2000 ; Weisbrot, Naiman & Kim 2000 ; Weisbrot, Baker, Kraev, Chen 2001 et Weisbrot & al. 2005). Ainsi, le ralentissement de la croissance a été imputé au caractère déflationniste des programmes de stabilisation et d'ajustement des IBW.

Les tendances des investissements induites par les mesures de libéralisation économiques ne semblent pas être associées à une forte croissance économique. Historiquement, l'investissement, la croissance et la productivité ont progressé simultanément ; ainsi, l'investissement a été associé à une croissance relativement élevée et à un gain total significatif des facteurs de productivité pendant la période précédant l'ère des ajustements (Rodrik 2001). La transformation due à la libéralisation économique a plutôt entraîné la stagnation économique, la désindustrialisation et le ralentissement de l'agriculture, et non des changements structurels induits par des gains différenciés de productivité et une nouvelle demande découlant de l'augmentation des revenus (Mkandawire 1988 ; Singh 1987 ; Stein 1992 ; Stewart 1994). Le Classement des Investisseurs Institutionnels pour Afrique est tombé de 31,8 pour cent en 1979 à 21,7 pour cent en 1995 (Collier & Gunning 1997). Les deux pays ayant obtenu les meilleurs résultats étaient le Botswana et l'Île Maurice, tous deux étant des économies de forte croissance ne suivant pas les programmes d'ajustement orthodoxe.

Tableau 4 : Epargne et investissements, 1975-1999 (en % du PIB)

| Indicateur | 1975-84 | 1985-89 | 1990-97 | 1998 | 1999 |
|---|---------|---------|---------|------|------|
| Epargne Intérieure Brute (EIB) | | | | | |
| Afrique subsaharienne | 21,3 | 18,2 | 15,9 | 16 | 15,8 |
| Afrique subsaharienne moins Afrique du Sud & Nigeria | 15,3 | 13,4 | 11,1 | 12,7 | 12,6 |
| Epargne Nationale Brute (ENB) | | | | | |
| Afrique subsaharienne | 17,9 | 13,3 | 11 | 11 | 12,1 |
| Afrique subsaharienne moins Afrique du Sud & Nigeria | 12,1 | 8,4 | 4,9 | 10,4 | 8,5 |
| Transfert des Ressources (EIB-ENB) à l'étranger de | | | | | |
| Afrique subsaharienne | 3,4 | 4,9 | 4,9 | 2,7 | 3,7 |
| Afrique subsaharienne moins Afrique du Sud & Nigeria | 3,2 | 5 | 6,2 | 2,3 | 4,1 |
| Investissement Intérieur Brut (IIB) | | | | | |
| Afrique subsaharienne | 22,9 | 17,7 | 17,3 | 18,8 | 18,4 |
| Afrique subsaharienne moins Afrique du Sud & Nigeria | 19,9 | 17,3 | 16,9 | 19,2 | 19,4 |
| Solde des ressources | | | | | |
| Afrique subsaharienne | -5 | -4,4 | -5,9 | -3 | -2,6 |
| Afrique subsaharienne moins Afrique du Sud et Nigeria | 7,8 | 4 | 5,9 | -6,3 | -6,3 |

Source : Banque Mondiale (2001a)

Pendant que d'autres économies en développement s'étaient engagées dans l'industrialisation de la substitution des importations, la plupart des pays africains étaient encore sous domination coloniale. En fait, dans la plupart des pays d'Afrique subsaharienne ont connu une période relativement courte de substitution des importations, soit à peine dix ans dans beaucoup de pays (Mkandawire 1988). Aussi, la libéralisation des échanges a prématurément exposé les indus-

tries africaines à la concurrence mondiale des industries bien établies, ce qui a entraîné la désindustrialisation. L'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (ONUDI) a constaté que les pays africains ont de plus en plus tiré des avantages comparatifs dans le secteur manufacturier à haute intensité de main d'œuvre avant cette désindustrialisation forcée. Compte tenu de l'hypothèse des IBW selon laquelle la substitution des importations en Afrique était préjudiciable, rien n'a été tenté pour voir comment les industries existantes pouvaient former la base de nouvelles initiatives en matière d'exportation. A supposer que les industries de substitution des importations ont été protégées bien trop longtemps, et ne seront jamais viables, encore moins compétitives, la règle a été tout simplement de lâcher la capacité industrielle existante.

En conséquence, dans les deux-tiers des pays, la part des activités manufacturières dans le PIB a chuté (Mkandawire 2005, Figure 4). Les taux de croissance de la valeur ajoutée manufacturière n'a pas cessé de dégringoler à partir des années 1970, et de ce fait s'est réduite en moyenne de un pour cent par an entre 1990 et 1997 (ONUDI p.245, cité par Mkandawire 2005). L'ONUDI a constaté que, dans 38 pays africains, la productivité de la main d'œuvre a baissé de sept pour cent entre 1900 et 1995 dans dix filières industrielles. Cette baisse de la productivité totale des facteurs peut être attribuée à la désindustrialisation.

Libéralisation des échanges

Les pays africains n'ont pas échappé aux tendances des termes internationaux de l'échange qui, au fil des ans, ont évolué en défaveur des pays en développement.

- Les cours des produits primaires ont baissé par rapport à ceux des produits manufacturés, comme Prebisch & Singer l'avaient avancé il y a plus d'un siècle (voir Ocampo & Parra 2006) ;
- Comparés à ceux des produits agricoles des pays tempérés, les prix des produits agricoles des pays tropicaux ont chuté, comme l'a fait observer W.A.Lewis il y a plusieurs décennies ;
- Ces dernières décennies ont vu la baisse des prix des produits manufacturés génériques là où l'accès à l'industrie n'a pas été inhibé si l'on fait la comparaison avec les monopoles manufacturiers protégés par de solides droits de propriété intellectuelle.

La probabilité pour les pays en développement de tirer leur épingle du jeu commercial s'est vu frustrée par le protectionnisme et l'octroi de subventions en

vigueur dans la plupart des économies riches. Ainsi, leurs structures tarifaires ne sont pas favorables aux pays en développement. En conséquence, les tarifs imposés pour les échanges entre pays développés ne sont en moyenne que de un pour cent, alors que les tarifs imposés aux produits agricoles en provenance des pays en développement vont jusqu'à 20 pour cent, alors que les tarifs imposés aux textiles des pays en développement atteignaient 9 pour cent. Il est maintenant généralement admis que la croissance économique est nécessaire à l'expansion des échanges, plutôt que le contraire. Comme on pouvait s'y attendre, la Banque mondiale estime qu'une très modeste contribution de 0,6 pour cent à la croissance économique en 2015 est imputable à la pleine libéralisation des échanges sur la base de ce qui était largement considéré être des hypothèses optimistes.

Tableau 5 : Projections optimistes des acquis sociaux tirés de la libéralisation totale des échanges

| | TAS | ALPI | ALPI | (PAA & DPP) | PM |
|---------------------------|-------|-------|-------|-------------|------|
| Economies Mondiales | 254,3 | 139,6 | 114,7 | 167,51 | 86,8 |
| Economies Industrialisées | 146,2 | 96,6 | 49,6 | 121,84 | 24,4 |
| Economies en Transition | 6,4 | 4,5 | 1,9 | 3,51 | 2,9 |
| Afrique subsaharienne | 4,6 | 2,6 | 2,0 | 3,95 | 0,6 |
| Afrique du Nord | | | | | |
| Moyen Orient | 0,3 | -1,0 | 1,2 | -3,15 | 3,4 |
| Amérique Latine | 35,7 | 17,9 | 17,8 | 23,03 | 12,7 |
| NPI Asiatiques Chine | 22,3 | 5,1 | 17,2 | 1,62 | 20,7 |
| Asie du Sud | 15,4 | 9,0 | 6,4 | 5,72 | 9,7 |
| Reste du monde | 23,4 | 4,9 | 18,5 | 10,99 | 12,4 |

Source : Anderson et al. (2001)

Notes : Total des Acquis Sociaux (TAS) ; Acquis de la Libéralisation des Pays Industrialisés (ALPI) ; Acquis de la Libéralisation des Pays en développement (ALPD) ; Produits Agricoles, Alimentaires et Divers Produits Primaires (PAA & DPP); Produits Manufacturés (PM).

De plus, en premier lieu, une réaffectation rapide des ressources afin d'accélérer la croissance a peu de chance de se produire en l'absence de taux élevés de croissance et d'investissements. Même un défenseur de la libéralisation des échan-

ges tel que Jagdish Bhagwati prône la nécessité d'utiliser l'aide pour compenser la perte par les économies de leurs recettes fiscales et des préférences commerciales associées à la libéralisation des échanges, ainsi que d'accroître les capacités de production et de transformation pour l'exportation requises pour tirer profit des opportunités créées par la libéralisation des échanges.

Les « nouvelles théories commerciales » et les études évolutionnistes sur le développement technologique suggèrent que les pays risquent d'être 'bloqués' dans une croissance ralentie persistante en s'attachant à des avantages comparatifs statiques. De nos jours, il est généralement admis que la croissance économique précède la croissance des exportations, alors que la Commission des Nations unies pour le commerce et le développement (CNUCED) a longtemps mis l'accent sur l'importance de la croissance pour l'expansion des échanges, et plus particulièrement sur le rapport investissements/importations qui explique l'incapacité de beaucoup de pays à augmenter et diversifier leurs exportations. En général, la réaffectation rapide des ressources n'est pas non plus réalisable sans taux élevés de croissance et de gros investissements.

Avant les récentes mesures de libéralisation, les politiques monétaires et diverses en vigueur en Asie de l'Est garantissaient des prix relatifs favorables aux industries d'exportation (au lieu de biens non échangeables) avec des taux d'intérêt préférentiels soutenant la restructuration des investissements et de l'économie. Les stratégies de promotion des exportations comprennent généralement le rapport investissements/exportations, y compris les mesures de promotion de l'investissement public, la subvention des intrants (des entreprises d'Etat et bénéficient de taux de change préférentiels), des subventions directes (y compris des incitations fiscales), des allocations sélectives de crédit et d'autres instruments de politique industrielle (Akyüz 1996). Les instruments gouvernementaux de stimulation des investissements et du développement industriel ont été durablement érodés par les mesures de libéralisation économique.

Mkandawire (2005) fait remarquer que dès le départ, l'on s'attendait à ce que l'avènement du régime commercial prôné par l'Organisation mondiale du commerce (OMC) entraîne des pertes pour l'Afrique, tout particulièrement la perte du traitement préférentiel (datant de l'ère coloniale et soutenu par l'Union Européenne dans le cadre de la Convention de Lomé). La libéralisation des échanges sous les auspices de l'OMC a considérablement réduit les options politiques utilisées par les pays en développement, notamment en matière de politique industrielle ou d'investissements (Adelman & Yeldan 2000 ; Pancharukhi 1996 ; Rodrik 2000q), bien que certains (par exemple, Amsden 1999) continuent à soutenir que le régime OMC laisse de la place aux initiatives de politique industrielle.

Acquis de la libéralisation du commerce Agricole ?

Le Rapport Berg repose sur un postulat selon lequel l'avantage comparatif de l'Afrique réside dans l'Agriculture. Si seulement l'Etat cessait de 'pressurer' l'Agriculture par le biais des offices de commercialisation et par les distorsions de prix (voir aussi Bates), les producteurs agricoles réagiraient, encourageant ainsi une croissance fondée sur les exportations. De récents changements intervenus en matière d'exportations en Afrique indiquent qu'il n'y a pas eu d'augmentation générale du volume des activités par lequel les pays africains 'exposeraient' clairement leur avantage comparatif. En fait, après deux décennies de réformes, la tendance la plus frappante qui s'est dégagée a été la réduction de la part des exportations mondiales non pétrolières de l'Afrique qui est tombée à moins de la moitié de ce qu'elle était au début des années 1980 (Ng & Yeats, cités par Mkandawire 2005).

Contrairement à ce que dit la sagesse populaire actuelle, il n'est pas clairement établi quels profits l'Afrique tirerait de la libéralisation des échanges agricoles. Après tout, beaucoup de pays africains importateurs de produits alimentaires seraient moins bien lotis sans importations subventionnées de produits alimentaires, alors qu'il est probable que très peu de pays soient en mesure d'accroître substantiellement leurs exportations. Les capacités de l'Afrique en matière de production agricole et d'exportations ont été minées par ces trois dernières décennies de restrictions et de négligence. Des coupures claires dans les dépenses publiques sous ajustement structurel ont entraîné une nette détérioration des infrastructures (routes, système ferroviaire, etc.) et sapé la réaction potentielle d'offre (UNECA 2003), malgré la confirmation par de nombreuses études de l'importance de bonnes infrastructures pour faciliter les échanges (Badiane & Shively 1998 ; Abdulai 2000). Comme le montre le tableau 6, l'impact actuel de la libéralisation des échanges agricoles multilatéraux sur les conditions de vie n'annoncent pas des bénéfices substantiels, mais plus probablement des pertes.

Tableau 6 : Quelques estimations de l'impact de la libéralisation du commerce multilatéral des produits agricoles sur les conditions de vie

| | 50 % de réductions tarifaires | 50% de désengagement intérieur | Elimination des sub- ventions aux exportations |
|------------------------------------|----------------------------------|-----------------------------------|---|
| Laird et al. (2003) | | | |
| Monde | 27,5 | .. | -4,0 |
| Pays Industrialisés | 11,1 | .. | 1,9 |
| Pays en Développement | 8,2 | .. | -2,9 |
| NPI+Chine | 4,4 | .. | -0,2 |
| Asie du Sud | 0,3 | .. | 0,0 |
| Afrique subsaharienne | 0,2 | .. | -0,4 |
| Afrique du Nord et Moyen-Orient | 3,0 | | -2,2 |
| Autres | 0,3 | | -0,2 |
| Diàaranan et al. | | | |
| Pays en développement | .. | -0,36 | .. |
| Asie | .. | -0,11 | .. |
| Amérique Latine | .. | 0,14 | .. |
| Afrique du Nord et Moyen-Orient | .. | -0,27 | .. |
| Afrique subsaharienne | .. | -0,13 | .. |

Sources : Laird & al. (2003) et Dimaranan et al. (2004)

Dans les années 1980 et 1990, l'effondrement des exportations de l'Afrique a entraîné une 'perte colossale des revenus annuels s'élevant à 68 milliards US\$ – soit 21 pour cent du PIB régional' (Banque Mondiale 2000, cité par Mkandawire 2005). Toutefois, 'les défaillances de l'Afrique sont dues à ses problèmes de développement, et non à ses exportations' (Helleiner 2002a :4). Selon Rodrik (1997) 'La marginalisation' de l'Afrique n'est pas imputable au rapport commerce/PIB, bien que le sien soit bien inférieur aux normes transnationales. Du fait de sa géographie et de son niveau de revenu par habitant, l'Afrique a autant de transactions commerciales qu'augurées. Assurément, 'comparé aux autres régions du monde en développement, le niveau des transactions commerciales de l'Afrique est considérable malgré l'insuffisance des ressources requises, en ce sens que le volume de ses transactions est supérieur à ce qui est escompté conformément aux divers déterminants du commerce bilatéral (Coe & Hoffmaister 1999 ; Forputan & Pritchett 1993).

Tableau 7 : Afrique : destination des exportations (% du total)

| | 1990-2002 Av. | 1999-2001 Av. |
|------------------|---------------|---------------|
| Afrique | 4 | 5 |
| Union Européenne | 64 | 52 |
| Etats-Unis | 17 | 19 |
| Asie | 10 | 16 |
| Autres | 6 | 9 |

Source : UN Comtrade

En attendant, à la fin des années 1990, les quelques acquis du commerce généralement reconnus étaient de nature exceptionnelle, signalant souvent des évolutions de marchés intérieurs en marchés étrangers sans grand accroissement de la production totale (Helleiner 2002a, 2002b (Mwega 2002 ; Ndulu & al.2002). Dans certains cas, le volume des exportations de biens manufacturés augmentait au moment même où le secteur manufacturier se tassait. 'Il n'y avait pas d'augmentation substantielle du volume des diverses exportations de la plupart des pays d'Afrique subsaharienne ... En effet, la composition du produit de certaines exportations des pays africains pourrait être devenue plus concentrée. Les récentes performances commerciales de l'Afrique étaient fortement influencées par les exportations de produits traditionnels qui semblent avoir été l'objet d'une demande mondiale singulièrement soutenue au milieu des années 1990 (Ng & Yeats :21, cités par Mkandawire 2002).

En dépit de l'utilisation irréaliste du modèle informatisé d'équilibre général (IEG) de la Banque mondiale, Taylor & von Arnim (2006) ont démontré comment, tout compte fait, l'Afrique ne tirera pas profit de la libéralisation des échanges. Leur exercice montre que :

- Si les élasticités du commerce sont inférieures à ce qui est stipulé par la Banque, l'Afrique subsaharienne connaîtra des détériorations de ses conditions de vie même en l'absence supposée de chocs macroéconomiques.
- Si le compte des transactions courantes peut réagir à la libéralisation des échanges et que les importations dépassent les exportations, il y aura une détérioration de la balance commerciale de l'Afrique.
- Si l'on intègre à cette analyse le déficit des finances publiques, le solde des finances publiques en Afrique s'aggraverait généralement alors qu'il s'améliorerait dans le reste du monde.

- Si l'emploi et les revenus peuvent varier, ils peuvent augmenter en Afrique subsaharienne, mais conjointement avec les déficits commerciaux et la dette extérieure qui, à son tour, rendra les acquis durables.

Fatalité tropicale ?

Après avoir effectué un contrôle d'autres facteurs, la Banque mondiale (1993 :77) a noté que, au cours de la période 1965-90, les pays tempérés ont connu une croissance moyenne de 1,3 pour cent supérieure à celle des pays tropicaux. L'étude explique que cet écart est dû à une plus grande prévalence des maladies, de sols plus pauvres, de typhons plus fréquents et à d'autres catastrophes naturelles dans les pays tropicaux.

Etrangement, l'étude semble oublier le travail de pionnier de W.A. Lewis (1969 ;1978) sur les performances économiques des pays tropicaux. Comme Lewis (1978) l'a montré, à partir de la fin du siècle passé, les exportations tropicales ont progressé plus rapidement que celles des zones tempérées au cours de la dernière période de libéralisation mondiale. Ainsi, pour la période 1883-1913, les exportations françaises, indochinoises, thaïlandaises, anglo-cinghalaises, ouest-africaines et malgaches avaient toutes, en moyenne, un taux de croissance annuelle de cinq pour cent ou plus, tandis que celui du Brésil était de 4,5 pour cent. Les taux comparables des zones tempérées de peuplement, notamment les Etats-Unis et l'Europe du nord-ouest étaient de 4,3, 3,8, et 3,5 pour cent respectivement.

Alors que, pour commencer, les pays tropicaux avaient généralement des bases d'exportation plus modestes que les pays de la zone tempérée, il est aussi démontré que les pays tropicaux étaient mieux à même de réagir à la demande d'exportations en dépit des désavantages auxquels ils étaient confrontés. Lewis soulignait que ce n'était pas tous les pays tropicaux qui étaient en mesure de saisir les opportunités créées par un accroissement de la demande d'exportations. Il suggérait que les exportations les plus demandées étaient largement à forte intensité hydrique ; par conséquent, les régions ayant suffisamment de ressources en eau pour accroître substantiellement leurs exportations étaient en mesure de tirer profit de nouvelles opportunités. En Afrique, les régions herbagères tropicales les plus arides par exemple, ne pouvaient donc pas bénéficier de la demande accrue de produits tropicaux.

Alors que les nouveaux pays industriels de l'Asie du Sud-est et quelques autres pays tropicaux ont, depuis les années soixante, une croissance rapide, la plupart des pays tropicaux n'ont pas connu une telle réussite au cours de ces dernières décennies. Il ne suffit pas d'attribuer ce déficit de croissance tropicale

aux 'déprédateurs, maladies, typhons et autres catastrophes naturelles', bien qu'il se pourrait que ces facteurs ne soient pas sans importance.

Lewis a observé que les termes de l'échange des exportations de pays tropicaux se sont gravement détériorés par rapport aux exportations des pays tempérés. Dans le demi siècle écoulé entre 1916 et 1966 par exemple, l'indice de l'hévéa est tombé de 100 à 16. Cela laisse à penser qu'aux Tropiques, l'impact de la dégradation des termes de l'échange a largement émuissé les gains de productivité, et la situation était pire là où un accroissement de la productivité étaient obtenu.

Plusieurs observateurs (par exemple, Intal 1997) ont suggéré que depuis les années soixante l'Afrique subsaharienne est à la traîne dans son développement agricole en raison d'insuffisances en matière de Recherche et Développement (R&D) et infrastructures agricoles, de préoccupations culturelles et agronomiques et de conditions macroéconomiques. Il avance que la plus grande productivité agricoles des pays tempérés est en partie due à de plus grands investissements, faits durablement sur une longue période, en matière de R&D agricole, que des pays en voie de développement (PVD) tempérés (par exemple le Chili, la Corée et Taïwan) ont été plus capables d'exploiter. Depuis les années soixante, les exploitations agricoles irriguées de l'Asie du Sud-est et du Sud ont particulièrement bénéficié de la Révolution verte tropicale en riziculture, tandis que l'agriculture moins irriguée en Afrique a généralement été négligée.

Toutefois, la réussite de l'Asie du Sud Est dans le secteur de la culture arbustive offre quelques espoirs. Cette expérience suggère que de substantiels investissements faits en matière de R&D sur la culture arbustive (par exemple sur l'hévéa, le palmier à huile et le cacao) de même que l'infrastructure rurale, ont également rendu possible un accroissement de la productivité en agriculture arbustive. Les particularités géographiques et climatiques de l'agriculture démontrent que pour que des variétés agricoles importées soient bien adoptées, il est absolument nécessaire de faire des investissements adaptés et effectifs en R&D et en vulgarisation. Malheureusement, beaucoup de gouvernements ont négligé ou insuffisamment financé l'agriculture.

La malédiction des ressources ?

L'étude de Sachs (1997) pour la Banque africaine de développement (BAD) suggère aussi que la richesse en ressources naturelles est néfaste pour la croissance. Curieusement, l'étude définit l'abondance de ressources naturelles en termes de ratio exportations nettes de produits primaires/PIB en 1971, sans distinguer les ressources naturelles extractives, non-renouvelables (tout particulièrement les

produits minéraux), des produits agricoles. Le prétendu Syndrome Hollandais porte sur les premières qui ont tendance à être à forte intensité de capital et n'occupent qu'une infime partie de la population dans l'extraction de ces ressources. En conséquence, peu nombreux sont ceux à qui reviennent ces nouvelles recettes, tandis que l'ensemble de la population subit de plein fouet l'impact de l'appréciation de la monnaie nationale.

En général, les exportations agricoles font appel une plus grande partie de la population, et l'augmentation des revenus touche tous ceux qui travaillent dans ce secteur, diffusant ainsi les conséquences négatives de l'appréciation de la monnaie. Leurs économies très performantes ont fait des pays du Sud-Est asiatiques de gros exportateurs agricoles, aidant à résoudre des problèmes de compensation associés aux exportations des produits minéraux de la Malaisie et de l'Indonésie, ce qui n'est clairement pas le cas du Nigeria par exemple. En général, une meilleure gestion macroéconomique a aussi aidé notamment à atténuer la tendance à privilégier les dépenses pour des biens non échangeables.

Compétitivité salariale ?

Selon Intal (1997), la productivité marginale de la main d'œuvre agricole - et donc le coût d'opportunité - pour l'industrie manufacturière est plus forte dans les économies africaines riches en terres par rapport aux économies asiatiques pauvres en terres même si la productivité moyenne de la main d'œuvre soit plus élevée dans ces dernières. Il est donc peu probable que les économies africaines soient capables de concurrencer avec les économies asiatiques dans le secteur manufacturier à forte intensité de main d'œuvre. L'expérience malaisienne suggère que les économies pauvres en main d'œuvre, riches en terres ne peuvent être compétitives que dans le secteur manufacturier à forte intensité de main d'œuvre qualifiée, plutôt que dans le même secteur à forte intensité de main d'œuvre non qualifiée qui exige des investissements considérables dans le développement des ressources humaines.

La situation, dans beaucoup de pays africains, montre qu'à l'instar de la main d'œuvre indienne, la main d'œuvre en Afrique pourrait aussi ne pas être compétitive en termes de salaires/productivité tant dans l'agriculture que dans l'industrie. Le plein emploi n'étant pas assuré à la suite de la libéralisation des échanges, il existe une possibilité réelle aussi bien de désindustrialisation que de 'désagriculturation' dans beaucoup de pays africains au fur et à mesure de l'ouverture du commerce.

Nouveau rôle de l'État

Les réformes économiques intervenues au cours de ces dernières décennies ont fondamentalement transformé la nature et le rôle des gouvernements africains. Si beaucoup de ces réformes ont été imposées, certaines ont été adoptées par les élites nationales pour lesquelles ces réformes allaient dans le sens de leurs intérêts. En conséquence, les ressources fiscales des gouvernements africains ont été considérablement réduites, restreignant ainsi leur potentiel de développement de même que leurs capacités de redistribution même dans le cas des gouvernements enclins à le faire.

Pendant ce temps, les systèmes fiscaux sont généralement devenus moins progressifs, voire plus régressifs. D'autre part, les dépenses publiques sont également devenues moins progressives, sinon aussi plus régressives. Une part relativement plus restreinte des dépenses publiques va au secteur social, et même là, les réformes ont rendu moins progressives les dépenses publiques effectuées dans le secteur social. Bien que même les études de la Banque Mondiale aient démontré que le ciblage est coûteux et largement inefficace (Mkandawire 2005), les 'bailleurs' continuent à préconiser la ciblage, sapant ainsi la solidarité sociale et la viabilité politique de ces avantages sociaux. Il n'est donc pas surprenant que les pays à revenu élevé dépensent deux fois et demi le total du budget national à la santé, à l'éducation et aux affaires sociales en comparaison avec les pays à faible revenu (UN/DESA 2005), exacerbant davantage les conséquences des inégalités dans ces derniers. Cela se reflète dans faible taux de scolarisation tant au niveau primaire qu'au niveau secondaire (voir Tableau 8).

Tableau 8 : Taux de scolarisation par région et par niveau scolaire, 2001

| Indicateur | Plus Elevé | Plus Bas |
|--|---|-----------------------------------|
| Taux Net de Scolarisation Primaire Subsaharienne | 95,6% Amérique Latine et Caraïbes | 62,8% Afrique |
| Taux Net de Scolarisation Secondaire | 89,2% Amérique du nord et Europe de l'Ouest | 21,3% Afrique subsaharienne |

Source : UN/DESA (2005)

Les mesures visant le chômage qui sont appliquées en Afrique ne sont pas estimées très significatives, non seulement en raison des capacités statistiques limitées de la plupart des gouvernements, mais aussi parce que le chômage est rarement une option de survie dans les pays à faibles revenus, en offrant au chômeur peu, ou prou, de prestations sociales. Ainsi, la vaste majorité est souvent au chômage en raison des ressources maigres requises pour l'auto-emploi productif. Des millions de personnes ont émigré vers les villes, à la recherche de nouvelles stratégies de survie économiques à adopter face à la rareté des possibilités d'emploi dans l'économie formelle urbaine, que ce soit dans le secteur public affaibli, ou dans le secteur privé, en conséquence de la désindustrialisation qui a eu lieu sur le continent au cours de ces dernières décennies. Il n'est donc pas surprenant que l'emploi informel demeure plus habituel en Afrique subsaharienne que dans les autres régions du monde.

Tableau 9 : Part des travailleurs informels dans la main d'œuvre non agricole par région

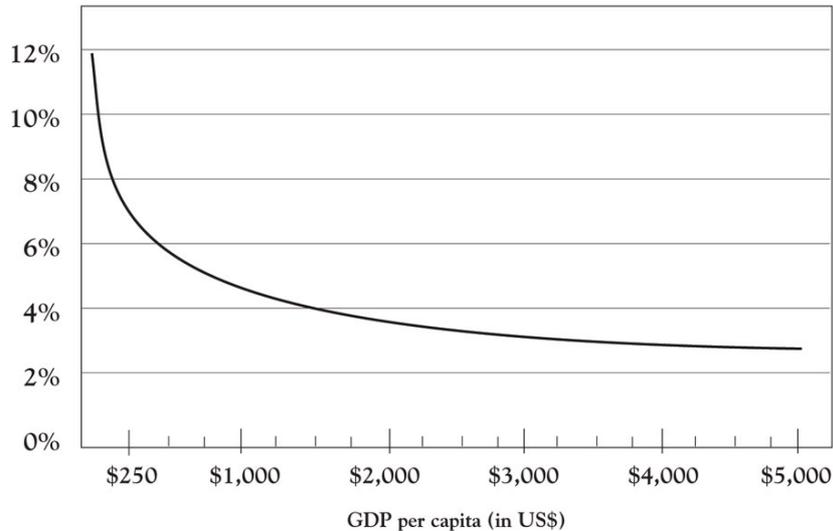
| Région | Part % |
|---|--------|
| Amérique Latine et Caraïbes | 51 |
| Asie | 65 |
| Afrique du Nord | 48 |
| Afrique subsaharienne (à l'exclusion de l'Afrique du Sud) | 78 |

Source : UN/DESA (2005)

Inégalités, pauvreté, violence et conflits

Il existe des explications générales concernant la violence et les conflits, mais pour une grande part, la violence et les conflits peuvent être liés à la pauvreté et aux inégalités ; bien que les liens entre inégalités, pauvreté et aspects extrêmes de la désintégration sociale requièrent de meilleures compréhension et explication. Des analyses récentes mettent en exergue les rapports existant entre inégalités, pauvreté, violence et conflits (voir par exemple la figure ci-dessous), portant sur les liens complexes existant entre croissance réduite et développement, pauvreté, absence de débouchés, inégalités (y compris les prétendues inégalités 'horizontales' entre groupes culturels, régions, etc.), gouvernance autoritaire et conflit armé, souvent pour le contrôle des ressources (Mkandawire 2005 ; Collier & al.2003 :11-50).

Figure1 : Probabilité de reprise d'une guerre civile dans les cinq ans à cause de la pauvreté



Source : UN/DESA, RWSS, 2005.

Nouveaux défis

Des événements survenus depuis les années 1980 ont fondamentalement changé l'environnement et les conditions requises pour les états en développement s'efforçant de mener à bien une politique sélective industrielle ou d'investissements. Plus important encore, la libéralisation économique (tant au niveau national qu'au niveau international) a gravement restreint le champ d'intervention des politiques gouvernementales, notamment les efforts de promotion industrielle sélective. Cela est particulièrement visible dans les relations économiques internationales, mais c'est aussi vrai de l'environnement politique interne où les conditionnalités de la Banque Mondiale et du Fonds Monétaire International, de même que de l'OMC, et d'autres obligations ont radicalement transformé la portée des initiatives nationales en matière de politique économique.

Il s'est produit une ouverture générale des échanges, des investissements, de la finance et d'autres flux, d'une grande ampleur et rapide. Très souvent, cette libéralisation a été imposée de l'extérieur par les institutions de Bretton Woods

dans le cadre de conditions stipulées pour assurer l'accès au crédit d'urgence accordé pendant les crises des années 1980, et plus récemment, au lendemain d'autres crises monétaires et financières. Divers trains de mesures visant la stabilisation (des prix) à court terme ou l'ajustement structurel à moyen terme comportent de telles conditionnalités. Le nouvel environnement politique, intellectuel et de programmes d'action apparu au cours des années 1990 – sous Reagan et Thatcher – a débouché sur le fameux 'Consensus de Washington' qui a préconisé cette réforme des politiques économiques, en dépit des échecs répétés des actions visant à améliorer la croissance économique et le développement et à favoriser l'équité sociale et le bien-être.

Cela est particulièrement vrai pour beaucoup de pays d'Amérique Latine et d'Afrique qui ont connu une 'décennie perdue' de croissance économique dans les années 1980 à la suite de crises nationales de la dette et de réformes de 'stabilisation' et 'd'ajustements structurels', habituellement imposées par les institutions financières internationales. Les années 1990 ont été à peine plus favorables, avec des pics sporadiques de croissance élevée ici et là et qui ont été exhibés comme preuves de la réussite du Consensus de Washington, alors que c'est justement le contraire qui est vrai. Alors que le Consensus de Washington a été contesté, sinon discrédité dans les milieux universitaires, il continue à constituer la base idéologique de l'analyse économique et de la prise de décision dans les pays en développement, notamment en Afrique, en Amérique Latine et dans d'autres plus petites économies.

Invariablement, les circonstances de tels changements de politiques de même que les capacités décisionnelles limitées des gouvernements concernés a signifié qu'il y a eu peu de préparation – en termes de stratégie proactive ou de politiques de transition, pour anticiper ou braver les implications d'une exposition trop rapide à la concurrence internationale. Peu d'instruments de politique des investissements sont viables ou constituent des options réalisables aujourd'hui, y compris beaucoup de ceux qui ont été utilisés avec succès dans l'Asie du Sud-est d'après-guerre. La plupart des principaux outils de politique industrielle étaient utilisés par les grands pays industrialisés, notamment ceux qui maintenant refusent une telle promotion industrielle sélective aux autres. De fait, la plupart des grands pays industriels ont encore une pléthore de politiques et d'institutions engagées dans la R&D, la formation des compétences, la promotion des investissements et la fourniture d'infrastructures pour, par exemple, les nouvelles technologies de l'information et de la communication (TIC).

De telles politiques et institutions sont probablement nécessaires, mais certainement insuffisantes pour stimuler et soutenir la croissance économique et les changements structurels pour permettre aux pays en développement d'es-

sayer de 'rattraper' leur retard. Des initiatives supplémentaires sont nécessaires pour empêcher ces économies - déjà historiquement dans une position défavorable à bien des égards - de rester à la traîne des grands pays industrialisés du Nord, de même que des autres nouveaux pays industriels qui sont apparus au cours des dernières décennies.

Perspectives

La discussion précédente suggère vigoureusement que pour une grande part, la sagesse prétendument classique concernant le développement et la pauvreté africains est non seulement erronée, mais également souvent nuisible. Ainsi, une étude du FMI a récemment reconnu que la libéralisation financière internationale n'a pas amélioré la croissance, mais a plutôt exacerbé la volatilité. Dans le cas de l'Afrique, les sorties nettes de capitaux, facilitées par une telle libéralisation, ont dépassé les flux de capitaux de l'aide publique au développement, non seulement de façon nette, mais aussi sur une base brute.

Pire encore, tout porte à croire que certains des conseils prodigués et des conditionnalités imposées aux gouvernements de la région sont le reflet d'intérêts en cause et de préjugés. Au cours de ces dernières années, la promotion des IDE a été mise en exergue, bien que les expériences vécues ailleurs ont montré que les IDE tendent plutôt à suivre plutôt qu'à conduire les investissements nationaux. Il n'est pas étonnant qu'il continue à y avoir des IDE limités, essentiellement dans le secteur minier, avec un nombre limité d'emplois et d'autres avantages. Cependant, les réformes de politiques économiques ont renforcé la rentabilité et la protection des IDE tout en réduisant les avantages des retombées pour les économies nationales de tels investissements enclavés.

Toutes les données factuelles disponibles donnent à penser que les acquis de la libéralisation seront modestes pour l'économie mondiale et les acquis pour l'Afrique ne sont guère assurés, car la libéralisation des échanges ne va pas nécessairement améliorer le bien-être de tous. De toute évidence, il est également incontestable que les grands gagnants de la libéralisation du commerce agricole seront les actuels gros exportateurs du groupe de Cairns d'Amérique du Nord, d'Australasie, d'Asie du Sud-est, et du Cône Sud de l'Amérique latine. Pourtant, plusieurs ONG bien intentionnées se sont jointes au chœur appelant à reconnaître la libéralisation du commerce agricole comme un acquis pour l'Afrique. Heureusement, d'autres ONG ont aidé les pays en développement à veiller à ce que les Négociations de Doha se polarisent vraiment sur les questions de développement, en assurant qu'un espace est réservé aux mesures relatives aux questions commerciales et à d'autres instruments d'intervention en matière de développement.

En raison de l'influence envahissante de ces conseils et conditionnalités erronés et préjudiciables, il est devenu crucial d'accroître 'l'espace réservé aux mesures de politique économique' des gouvernements afin de leur permettre de mener à bien leurs politiques de développement. Les pays doivent, pour être en mesure de choisir ou concevoir leurs propres stratégies de développement, élaborer et mettre en œuvre des politiques de développement plus appropriées. Outre l'accroissement de l'espace réservé aux programmes d'actions, il est également crucial de pouvoir augmenter les ressources requises pour le développement. La suppression du surendettement des pays les plus pauvres par un mécanisme d'allègement est un pas important dans cette direction. Des augmentations prolongées et massives de l'aide publique au développement (APD) sont également nécessaires pour donner le coup d'envoi des investissements et de la croissance et, à long terme, réduire le déficit du continent en ressources et sa dépendance à l'égard de l'Aide Internationale (CNUCED 2006). Trois décennies de stagnation, de restrictions et de pauvreté accrue ont aussi sérieusement creusé le tissu économique, social et politique du continent, et des efforts proactifs doivent être déployés d'urgence afin de créer de nouvelles capacités et des compétences pour le développement.

Comme la croissance économique et le développement ne réduisent pas nécessairement la pauvreté et les inégalités, des efforts particuliers doivent être faits pour obtenir de tels résultats. A cet effet, les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) présentent des objectifs et des indicateurs précis en matière de bien-être. L'augmentation des dépenses sociales doit être aussi universelle que possible afin de s'assurer un appui public élargi et donc la pérennisation, mais il pourrait être nécessaire de procéder à un ciblage sélectif, y compris à prendre des mesures en faveur des groupes désavantagés pour vaincre la discrimination à long terme, la marginalisation et la négligence. Après tout, il se pourrait que les progrès à accomplir pour atteindre les indicateurs des OMD contournent les pauvres si la marée montante du développement économique ne soulève pas tous les bateaux de manière égale.

Tout en se renforçant mutuellement, les OMD sont importants pour le Programme élargi de développement des Nations unies issu des conférences et sommets mondiaux des Nations Unies, tout particulièrement depuis les années 1990, notamment : le Sommet de la terre de Rio de Janeiro en 1992, la Conférence du Caire tenue en 1994 sur la population et le développement, la Conférence de Beijing tenue en 1995 sur les femmes, la Conférence de Monterrey sur le financement du développement et la Conférence de Johannesburg sur le développement durable tenue en 2002. Ce programme a été réitéré et rendu plus cohérent par la

Déclaration du millénaire de l'an 2000 et le Document sur les résultats du Sommet de septembre 2005.

Notes

1. Ce passage est abondamment inspiré de Mkandawire (2002).
2. Comme l'a observé Mkandawire (2002), cette communication aide à « redorer l'image de l'Afrique subsaharienne comme terrain d'investissements » (Pigato 2000 :2), en expliquant les conclusions positives laborieusement avancées en dépit de données suggérant le contraire.
3. Pendant la seule année 1998, la privatisation en Afrique subsaharienne a attiré 684 millions US\$ (CNUCED). Ces ventes exceptionnelles expliquent la montée en flèche des IDE dans les années 1990, mais en 1999 les IDE liés à la privatisation ont accusé un ralentissement.
4. Je dois ces observations à mes collègues Carl Gray & Oumar Diallo, qui ont d'ailleurs livré d'autres commentaires et suggestions inestimables.

Références

- Abdulai, A., 2000, 'Spatial Price Transmission and Asymmetry in the Ghanaian Maize Market', *Journal of Development Economics*, 63: 327, pp. 349.
- Adelman, I. and Yeldan, E., 2000, 'Is this the End of Economic Development?', *Structural Change and Economic Dynamics*, 11, pp. 95-109.
- Akyüz, Y., 1996, 'The Investment-Profit Nexus in East Asian Industrialization', *World Development*, 24 (3), pp. 461-470.
- Amsden, A., 1989, *Asia's Next Giant*, Oxford University Press: New York.
- Amsden, A., 1999, 'Industrialization Under New WTO Law', UNCTAD X High Level Round Table on Development: Directions for the Twenty-First Century, Bangkok.
- Ariff, M. and Hill, H., 1985, *Export-Oriented Industrialization: The ASEAN Experience*, Allen and Unwin, Sydney.
- Badiane, O., and Shively, G., 1998, 'Spatial Integration, Transport Costs, and the Response of Local Prices to Policy Changes in Ghana', *Journal of Development Economics*, 56, pp. 411-431.
- Bhagwati, J., 1988, 'Export-promoting Trade Strategy: Issues and Evidence', *World Bank Research Observer* 3 (1), January, pp. 27-57.
- Bhattacharya, O., Montiel, P. and Sharma, S., 1997, 'Can Sub-Saharan Africa Attract Private Capital Flows?', *Finance and Development*, June, pp. 3-6.
- Bird, G., 2001, 'IMF Programmes: Do They Work? Can They Be Made to Work Better?', *World Development*, 29 (11), pp. 1849-1865.
- Boyce, J. K. and Ndikumana, L., 2000, 'Is Africa A Net Creditor? New Estimates of Capital Flight from Severely Indebted Sub-Saharan African Countries, 1970-1996', Political Economy Research Institute, University of Massachusetts: Amherst.
- Bradford Jr., C. I., 1990, 'Policy Interventions and Markets: Development Strategy: Typologies and Policy Options', in G. Gereffi and D. Wyman, eds., *Manufacturing Miracles: Paths of Industrialization in Latin America and East Asia*, Princeton NJ: Princeton University Press.

- Chang, Ha-Joon, 1994, *The Political Economy of Industrial Policy*, Basingstoke: Macmillan.
- Coe, D. and Hoffmaister, A., 1999, 'North-South Trade: Is Africa Unusual?', *Journal of African Economies*, 8 (2), pp. 228-256.
- Collier, P. and Gunning, J. W., 1997, *Explaining African Economic Performance*, Centre for the Study of African Economies, Oxford University.
- Collier, P. and Gunning, J. W., 1999, 'Why Has Africa Grown Slowly?', *Journal of Economic Perspectives*, 13 (3), pp. 3-22.
- Collier, P., Hoeffler, A. and Patillo, C., 1999, 'Flight Capital As Portfolio Choice', Washington DC: IMF.
- Collier, P., Elliot, V. L., Hegre, H., Hoeffler, A., Reynal-Querol, M. and Sambanis, N., 2003, *Breaking the Conflict Trap: Civil War and Development Policy*, New York: Oxford University Press.
- Collier, P., Hoeffler, A. and Pattillo, C., 2004, 'Africa's Exodus: Capital Flight and the Brain Drain as Portfolio Decisions', *Journal of African Economies*, 13, pp. 15-54.
- Collins, S. M., and Bosworth, B. P., 1996, 'Economic Growth in East Asia: Accumulation Versus Assimilation', *Brookings Papers on Economic Activity*, 2, pp. 135-203.
- Devajaran, S., Easterly, W. and Pack, H., 1999, *Is Investment in Africa Too Low or Too High? Macro and Micro Evidence*, Washington DC: World Bank.
- Easterly, W. and Levine, R., 1995, *Africa's Growth Tragedy*, Washington DC: World Bank.
- Easterly, W., 2000, 'The Lost Decades: Developing Countries Stagnation in Spite of Policy Reform, 1980-1998', *Journal of Economic Growth* 6, pp. 135-157.
- Economic Commission for Africa (ECA), 2004, *Economic Report on Africa, 2004: Unlocking Africa's Trade Potential*, Addis Ababa: ECA.
- Elbadawi, I. and Mwega, F. M., 2000, 'Can Africa's Saving Collapse Be Reversed?', *World Bank Economic Review*, 14 (3), pp. 415-443.
- Fischer, S., Hernández-Catà, E. and Khan, M. S., 1998, 'Africa: Is This the Turning Point?', Washington DC, World Bank.
- Foroutan, F. and Pritchett, L., 1993, 'Intra-Sub-Saharan African Trade, Is It Too Little?', *Journal of African Economies* 2 (1), May, pp. 74-105.
- Gerschenkron, A., 1962, *Economic Backwardness in Historical Perspective*, Cambridge, MA: Harvard University Press.
- Helleiner, G. K., 2002a, 'Introduction', in G. K. Helleiner, ed., *Non-traditional Export Promotion in Africa: Experience and Issues*, London: Palgrave.
- Helleiner, G. K., ed., 2002b, *Non-traditional Export Promotion in Africa: Experience and Issues*, New York: Palgrave.
- Hernández-Catà, E., 2000, 'Raising Growth and Investment in Sub-Saharan Africa: What Can Be Done?', Washington DC: IMF.
- Intal, Ponciano S. Jr., 1997, 'Comments on Chapter 2 of the Emerging Asia Study: Economic Growth and Transformation, 'Emerging Asia' Seminar, Manila, Asian Development Bank, 1-2 September.
- Jalilian, H., and Weiss, J., 2000, 'De-industrialization in Sub-Saharan: Myth or Crisis?', in H. Jalilian, M. Tribe and J. Weiss, eds., *Industrial Development and Policy in Africa*, Cheltenham, UK: Edward Elgar.

- Kasekende, L., Kitabire, D. and Martin, M., 1997, 'Capital Inflows and Macroeconomic Policy in Sub-Saharan Africa', in G. K. Helleiner, ed., *Capital Account Regimes*, London: Macmillan.
- Killick, T., 1992, 'Explaining Africa's Post Independence Development Experiences', Biennial Conference on African Economic Issues, Lome.
- Kim, J. and Lau, L., 1994, 'The Sources of Economic Growth of the East Asian Newly Industrialized Countries', *Journal of the Japanese and International Economies* 8 (3), pp. 235-271.
- Krugman, P., 1994, 'The Myth of Asia's Miracle', *Foreign Affairs* 73 (6), pp. 62-78.
- Lewis, W. A., 1969, *Aspects of Tropical Trade, 1883-1915*, Wicksell Lectures, Stockholm: Almqvist & Wicksell.
- Lewis, W. A., 1978, *Growth and Fluctuations, 1870-1913*, London: Allen & Unwin.
- Lindauer, D.L. and Valenchik, A. D., 1994, 'Can African Labor Compete?', in David L. Lindauer and Michael Roemer, eds., *Asia and Africa Legacies and Opportunities in Development*, San Francisco: ICS Press.
- Little, I.M.D., 1981, 'The Experience and Causes of Rapid Labour-intensive Development in Korea, Taiwan Province, Hong Kong and Singapore, and the Possibilities of Emulation', in E. Lee, ed., *Export-led Industrialization and Development*, Asian Employment Program, International Labour Organization, Geneva, International Labour Organization.
- Little, I.M.D., 1994, 'Trade and Industrialization Revisited', *Pakistan Development Review*, 33 (4), pp. 359-389.
- Loayza, N., Schmidt-Hebbel, K. and Servén, L., 2000, 'Saving in Developing Countries: An Overview', *The World Economy Review*, 14 (3), pp. 393-414.
- Madavo, C. and Sarbib, J. L., 1997, 'Africa on the Move: Attracting Private Capital to a Changing Continent', *The SAIS Review*, 7 (2), pp. 111-126.
- McPherson, M. F. and Goldsmith, A. A., 2001, 'Is Africa on the Move?', Cambridge, MA: Belfer Center for Science & International Affairs, John F. Kennedy School of Government, Harvard University.
- McPherson, M. F. and Rakovski, T., 2001, 'Understanding the Growth Process in Sub-Saharan Africa: Some Empirical Estimates', *African Economic Policy*, Cambridge MA: Belfer Center for Science & International Affairs, John F. Kennedy School of Government, Harvard University.
- Milanovic, B., 2002, 'The Two Faces of Globalization: Against Globalization As We Know It', Washington DC: World Bank.
- Milanovic, B., 2005, *Worlds Apart*, Princeton NJ: Princeton University Press.
- Mkandawire, T. and Soludo, C., 1999, *Our Continent, Our Future: African Perspectives on Structural Adjustment*, Trenton NJ: African World Press.
- Mkandawire, T., 1988, 'The Road to Crisis, Adjustment and De-Industrialization: The African Case', *Africa Development*, XIII (1).
- Mkandawire, T., 2002, 'The Terrible Toll of Post-colonial "Rebel Movements" In Africa: Towards an Explanation of the Violence against the Peasantry', *Journal of Modern African Studies* 40 (2), pp. 181-215.
- Mkandawire, T., 2005, 'Maladjusted African Economies and Globalization', *Africa Development* XXX (1& 2), pp. 1-33.

- Mlambo, K., and Oshikoya, T. W., 2001, 'Macroeconomic Factors and Investment in Africa', *Journal of African Economies*, 10 (2), pp. 12-47.
- Mosley, P., Subasat, T. and Weeks, J., 1995, 'Assessing Adjustment in Africa', *World Development*, 23 (9), pp. 1459-1473.
- Mwega, F. M., 2002, 'Promotion of Non-traditional Exports in Kenya', in G. K. Helleiner, ed., *Nontraditional Export Promotion in Africa: Experience and Issues*, New York: Palgrave.
- Myrdal, G., 1968, *Asian Drama*, 3 volumes, New York: Pantheon.
- Naya, S., et al., 1989, 'ASEAN-US Initiative', Singapore: Inst of Southeast Asian Studies.
- Ndikumana, L., and Boyce, J. K., 2002, 'Public Debt and Private Assets: Explaining Capital Flight from Sub-Saharan African Countries', Working Paper No. 32, Political Economy Research Institute, University of Massachusetts, Amherst.
- Ndulu, B. J., Semboja, J. and Mbelle, A., 2002, 'Promotion of non-traditional exports in Kenya', in G. K. Helleiner, ed., *Non-Traditional Export Promotion in Africa: Experience and Issues*, New York: Palgrave.
- Ng, F. and Yeats, A., 2000, 'On the Recent Trade Performance of Sub-Saharan African Countries: Cause for Hope or More of the Same?', Africa Region Working Paper Series No. 7, Washington, DC: World Bank.
- Ocampo, J. A. and Parra, M. A., 2006, 'The Commodity Terms of Trade and their Strategic Implications for Development', in Jomo, K. S., ed., *Globalization Under Hegemony: The Changing World Economy*, New Delhi: Oxford University Press.
- Ouattara, A., 1997, 'The Challenges of Globalization for Africa', Southern African Economic Summit sponsored by the World Economic Forum, Harare.
- Panchamukhi, V., 1996, *WTO and Industrial Policies*, Geneva: UNCTAD.
- Perkins, D., 1994, 'There Are At Least Three Models of East Asian Development', *World Development* 22 (4), pp. 655-661.
- Pigato, M., 2000, 'Foreign Direct Investment in Africa: Old Tales and New Evidence', Washington DC: World Bank.
- Przeworski, A. and Vreeland, J., 2000, 'The Effects of IMF Programs on Economic Growth', *Journal of Development Economics*, 62, pp. 385-421.
- Rodrik, D., Subramanian, A. and Trebbi F., (2002) 'Institutions Rule: The Primacy of Institutions over Integration and Geography in Economic Development.' IMF Working Paper No. 02/189, African Dept., November, Washington DC: IMF.
- Rodrik, D., 1994, 'Getting Interventions Right: How South Korea and Taiwan Grew Rich', NBER Working Paper No. 4964, December, Cambridge, MA: National Bureau of Economic Research
- Rodrik, D., 1995, 'Trade Strategy, Investment and Exports: Another Look at East Asia', Working Paper No. 5339, November, Cambridge, MA: National Bureau of Economic Research.
- Rodrik, D., 1997, 'Trade Policy and Economic Performance in Sub-Saharan Africa', Stockholm: Swedish Foreign Ministry.
- Rodrik, D., 1998, 'Saving Transitions', Cambridge, MA: Kennedy School of Government, Harvard University.
- Rodrik, D., 2000a, 'Can Integration Into the World Economy Substitute for a Developing Strategy?', ABCDE-Europe Conference, Paris: World Bank.

- Rodrik, D., 2000b, 'Saving Transitions', *The World Bank Economic Review*, 14 (3), pp. 481-507.
- Rodrik, D., 2001, 'The Global Governance of Trade as If Development Really Mattered', Cambridge, MA.
- Sachs, J. and Warner, A., 1995, 'Natural Resource Abundance and Economic Growth', HIID Discussion Paper No. 517A, Cambridge, MA: Harvard Institute for International Development.
- Sender, J., 1999, 'Africa's Economic Performance: Limitations of the Current Consensus', *Journal of Economic Perspectives*, 13 (3), pp. 89-114.
- Singh, A., 1982, 'Industrialization in Africa: A Structuralist View', in M. Fransman, ed., *Industry and Accumulation in Africa*, London: Heinemann.
- Singh, A., 1986, 'The IMF-World Bank Policy Programme in Africa: A Commentary', in P. Lawrence, ed., *The World Recession and the Food Crisis in Africa*, London: James Currey/Review of African Political Economy.
- Singh, A., 1987, 'Exogenous Shocks and De-industrialization in Africa: Prospects and Strategies for Re-industrialization', in RISNODEC, *African Economic Crisis*, New Delhi: RIS.
- Singh, A., 1999, 'Should Africa Promote Stock Market Capitalism?', *Journal of International Development*, 11 (3), pp. 343-367.
- Stein, H., 1992, 'De-industrialization, Adjustment and World Bank and IMF in Africa', *World Development*, 20 (1).
- Stewart, F., 1994, 'Are Short-term Policies Consistent with Long-Term Development Needs in Africa?', in G. A. Cornia and G. K. Helleiner, eds., *From Adjustment to Development in Africa: Conflict, Controversy, Convergence, Consensus?*, London: Macmillan.
- Stiglitz, J. E., 1998, 'More Instruments and Broader Goals: Moving Toward the Post-Washington Consensus', UNU/WIDER Lecture, Helsinki: World Institute for Development Economics Research, United Nations University.
- Taylor, L. and von Arnim, R., 2006, 'Computable General Equilibrium Models of Trade Liberalization: The Doha Debate', Draft paper for Oxfam UK, 8 January, Center for Economic Policy Analysis, New York: New School University.
- The Economist*, 2001, 'Globalisation and Its Critics: A Survey of Globalisation', September 29, pp. 5-6.
- Toye, J., 1987, *The Dilemma of Development*, Oxford: Blackwell.
- UN/DESA, 2005, *The Inequality Predicament: Report on the World Social Situation, 2005*, New York: United Nations Department of Economic and Social Affairs.
- UNCTAD, 1987, *Handbook of Trade Control Measures of Developing Countries. Supplement: A Statistical Analysis of Trade Control Measures of Developing Countries*, Geneva: United Nations Conference on Trade and Development.
- UNCTAD, 1995, *Foreign Direct Investment in Africa*, Geneva: UN.
- UNCTAD, 1998, *Trade and Development Report, 1998*, Geneva: UN.
- UNCTAD, 2000, *World Investment Report, 2000: Cross-border Mergers and Acquisitions and Development*, Geneva: UNCTAD.

- UNCTAD, 2002, *Economic Development in Africa: From Adjustment to Poverty Reduction: What is New?*, UNCTAD/GDS/AFRICA/2, Geneva: United Nations Conference on Trade and Development.
- UNCTAD, 2005, *Economic Development in Africa: Rethinking the Role of Foreign Direct Investment*, Geneva: UNCTAD.
- UNCTAD, 2006, *Doubling Aid: Making the 'Big Push' Work.*, Geneva: UNCTAD.
- UNECA, 2003, *The ECA and Africa: Accelerating a Continent's Development*, Addis Ababa: United Nations Economic Commission for Africa.
- UNIDO, 1999, 'Domestic Capacity-Building for Enhancing Productivity and Competitiveness in Africa', in A. Sall, ed., *The Future Competitiveness of African Economies*, Paris: Karthala.
- Wade, R., 1990, *Governing the Market*, Princeton: Princeton University Press.
- Weisbrot, M., Baker, D., Kraev, E. and Chen, J., 2001, 'The Scoreboard on Globalization 1980-2000: Twenty Years of Diminished Progress', Washington DC: Center for Economic and Policy Research.
- Weisbrot, M., Baker, D., Naiman R. and Neta, G., 2000a, 'Growth May Be Good for the Poor – But Are IMF and World Bank Policies Good for Growth?', Washington DC: Center for Economic and Policy Research.
- Weisbrot, M., Naiman, R. and Kim, J., 2000b, 'The Emperor Has No Growth: Declining Economic Growth Rates in the Era of Globalization', Washington DC: Center for Economic and Policy Research, http://www.cepr.net/images/IMF/The_Emperor_Has_No_Growth.htm
- Wolfensohn, J., 1999, 'A Proposal for a Comprehensive Development Framework', Washington DC: World Bank.
- Wolfensohn, J. D., 1997, 'The Challenge of Inclusion', Address to the Board of Governors, Hong Kong, Washington DC: World Bank.
- World Bank, 1981, *Accelerated Development in Sub-Saharan Africa: An Agenda for Action*, Washington DC: World Bank.
- World Bank, 1981b, *World Development Report*, New York: Oxford University Press.
- World Bank, 1983, *World Development Report*, New York: Oxford University Press.
- World Bank, 1993, *The East Asian Miracle: Economic Growth and Public Policy*, New York: Oxford University Press.
- World Bank, 1994, *Adjustment in Africa: Reforms, Results and the Road Ahead*, Washington DC: World Bank.
- World Bank, 1997, *World Development: The State in a Changing World*, New York: Oxford University Press.
- World Bank, 2000, *Can Africa Claim the 21st Century?*, Washington DC: World Bank.
- World Bank, 2001a, *Global Development Finance*, Washington DC: World Bank.
- World Bank, 2001b, *Global Economic Prospects*, Washington DC: World Bank.
- Yeats, A. J. et al., 1997, 'Did Domestic Policies Marginalize Africa in International Trade?', *Directions in Development*, Washington DC: World Bank.
- Young, A., 1994, 'Lessons from the East Asian NICs: A Contrarian View', *European Economic Review* 38 (3-4), pp. 964-973.
- Young, A., 1995, 'The Tyranny of Numbers: Confronting the Statistical Realities of the East Asian Growth Experience', *Quarterly Journal of Economics* 110 (3), pp. 641-680.